



ROYAUME DU MAROC  
ACADÉMIE HASSAN II DES SCIENCES ET TECHNIQUES



**Note sur la stratégie de l'Académie Hassan II des Sciences  
et Techniques en matière de coopération et de partenariat  
scientifiques avec l'Afrique sub-Saharienne**

**Note on the strategy of the Hassan II Academy of Science  
and Technology in scientific cooperation and partnership  
with sub-Saharan Africa**





**Sa Majesté le Roi Mohammed VI - que Dieu Le garde -  
Protecteur de l'Académie Hassan II  
des Sciences et Techniques**



## **Note sur la stratégie de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques en matière de coopération et de partenariat scientifiques avec l'Afrique sub-Saharienne**

De par son identité multiple, son histoire multidimensionnelle et sa situation géographique particulière, le Maroc est au croisement de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen Orient. Il jouit d'une position hautement stratégique faisant le trait d'union entre le Nord, l'Est et le Sud et le prédisposant à jouer un rôle pivot pour l'intégration régionale afro-euro-méditerranéenne et aussi pour la coopération et le partenariat Sud-Sud.

La constance des relations du Maroc avec les pays africains subsahariens trouve ses racines dans les liens séculaires et l'histoire privilégiée du Royaume Chérifien avec ses voisins du Sud, avec lesquels il a noué, à travers les siècles, des relations économiques, politiques, culturelles, culturelles et mêmes humaines et familiales. La Dynastie Alaouite a toujours eu une politique africaine soutenue et proactive. Dans l'histoire récente, Feu Sa Majesté le Roi Mohammed V a été au premier rang du mouvement de libération de l'Afrique et l'un des précurseurs de l'Union maghrébine et aussi de l'Union africaine. Feu Sa Majesté le Roi Hassan II a consolidé cette vision africaine et, malgré le retrait du pays de l'OUA en 1984 (bien qu'il soit à l'origine de sa création), le Maroc a continué à développer des relations privilégiées avec plusieurs pays africains et a joué un rôle stabilisateur et d'équilibre important pendant et après la guerre froide.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu Le Garde, a intensifié ces relations par de nombreuses visites Royales en Afrique qui ont permis de conclure entre 1999 et 2016 un millier d'accords, de conventions et de protocoles de partenariat avec près de 40 pays. La politique proactive et visionnaire du Souverain a permis au Maroc de réintégrer l'Union Africaine en janvier 2017 avec le soutien d'une large majorité de ses membres.

Le Maroc a fait de l'Afrique, avant beaucoup d'autres, une priorité fondamentale de sa politique étrangère, via notamment des relations bilatérales avec de nombreux pays du continent en pratiquant une politique volontariste, solidaire et humaine en Afrique Subsaharienne. Il a, à ce titre, annulé en 2000 la dette des pays africains les moins avancés et ouvert ses frontières à leurs produits d'exportation, avec exonération des droits de douanes. Il leur a aussi apporté une aide technique, notamment en matière agricole, dans les secteurs de l'artisanat, du tourisme, de l'électrification, de la construction de barrages et des réseaux routiers et ferroviaires, dans l'administration territoriale, dans les télécommunications et aussi dans l'irrigation, l'assainissement et la gestion de l'eau potable et la formation des cadres, avec des résultats tangibles et mesurables. Il alloue aussi annuellement aux pays africains



environ 300 millions de dollars dans le cadre de l'Aide Publique au Développement<sup>1</sup>, et a pris le leadership de plusieurs dossiers africains. Il a joué un rôle moteur dans la stratégie conjointe Afrique-Union Européenne et se met toujours à l'œuvre pour défendre la cause africaine par sa participation active et remarquée pour le maintien de la paix en Afrique et aussi en plaidant, dans les rencontres et sommets internationaux, pour le développement économique, humain et social des pays de la région subsaharienne. Ce plaidoyer pour l'Afrique s'est également illustré avec vigueur lors de la COP 22 qui s'est tenue au mois de novembre 2016 à Marrakech.

Ce leadership lui a permis d'être élu pour représenter l'Afrique au Conseil de Sécurité durant la période 2011-2013 et d'abriter aussi le Secrétariat de la Conférence des Etats africains riverains de l'Atlantique<sup>2</sup>.

Le Maroc est aussi la 2<sup>e</sup> destination du continent pour les étudiants africains avec plus de 16 000 étudiants dans les différentes universités et centres de formation du pays. Il octroie plus de 6 500 bourses d'études aux étudiants issus des pays subsahariens et a adopté récemment, suite aux instructions Royales, une politique migratoire pionnière et salutaire dans la région en régularisant la situation administrative de 25 000 immigrés subsahariens en 2014 et la situation de 25 000 autres est en train d'être régularisée.

Le Maroc participe aussi activement à la lutte contre la menace terroriste qui sévit dans la zone sahélo-saharienne qui est en proie à des activistes et des bandes criminelles. Outre l'action directe, le Maroc plaide pour une approche globale et cohérente, incluant une intervention en amont par l'éducation dans le champ religieux. En effet, en plus du statut de Commandeur des Croyants détenu par le Souverain, le Maroc est connu pour sa pratique d'un islam modéré qui prône les valeurs de tolérance, de dialogue, d'inclusion et de fraternité. Il a formé de nombreux imams modérés issus de plusieurs pays de l'Afrique sub-saharienne et de l'Afrique du Nord. Suite aux hautes instructions Royales, le Maroc a créé en 2015 l'Institut Mohammed VI de formation des Imams et aussi la Fondation Mohammed VI des Oulémas d'Afrique.

Cette action proactive est une illustration tangible des propos de Sa Majesté Le Roi dans son discours du 24 février 2014 au Forum Maroc-ivoirien: "la préservation de la paix, la stabilité et la sécurité dans la région est tributaire de la protection de l'identité culturelle et de l'intégrité religieuse qui ont permis aux populations concernées de vivre en harmonie, des siècles durant. En s'appuyant sur ses liens culturels ancestraux avec les pays du Sahel, sur le statut de la Commanderie des Croyants et sur l'expérience réussie de la réforme de son champ religieux, le Maroc s'investit dans la protection et la promotion de l'Islam sunnite, modéré, tolérant et ouvert, prévalant historiquement dans la région."

---

<sup>1,2</sup>- Regards No 3, 2013, Grant Thornton, Maroc.

Sur le plan économique, le Maroc est le deuxième investisseur africain au sein du continent et le premier en Afrique de l'Ouest. La présence économique du Maroc en Afrique est basée sur une coopération riche et diversifiée et s'illustre par la présence à la fois des secteurs public et privé dans des domaines aussi variés que l'agriculture et l'agroalimentaire, la pêche, l'aviation civile, les mines, les banques et assurances, les télécommunications, l'aménagement du territoire, le tourisme, l'artisanat, l'habitat social, la santé et le génie civil. Cette présence s'est renforcée par l'implication progressive des secteurs stratégiques, tels que la sécurité alimentaire (usines d'engrais et fertilisants), l'énergie, l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, le secteur pharmaceutique, les câbles électriques et machines et autres appareils et outils divers de haute technologie.

Selon la banque mondiale et l'OCDE, l'Afrique a dépassé le milliard d'habitants en 2010 et pourrait, selon les projections, dépasser les 2.4 milliards en 2050 (environ le 1/4 de la population mondiale) et 4.2 milliards à l'horizon de 2100 avec une population jeune ayant un âge médian d'environ 20 ans en 2016 et qui sera selon les projections de 26 ans en 2050 comparé à 36 pour le reste du monde.

Selon les mêmes sources, le taux d'urbanisation de l'Afrique était d'environ 40% en 2012 et attendrait environ 60% en 2050, soit une population citadine dépassant le milliard d'habitants.

L'Afrique a aussi une surface qui peut contenir les surfaces des États Unies, des 28 pays de l'UE, de la Chine, l'Inde et du Japon réunis. Cela voudrait dire qu'avec l'augmentation rapide de la population, cet immense espace aura des besoins importants dans tous les domaines : infrastructure de base (production d'électricité et d'eau potable, routes autoroutes, aéroports, et installations ferroviaires et portuaires), produit de consommation (agroalimentaire, électroménager, papeterie, plastiques, produits de construction et de confection,...), services (banques, assurances,...), technologie (Technologies d'information et de communication, pharmaceutiques, câbles électriques, automobile, aéronautique, électroniques) et des savoir-faire divers (mines, engrais et fertilisants, gestion publique et privée, aménagement, barrages, sécurité, agriculture,...), dont dispose notamment le Maroc.

Le continent affiche un taux de croissance moyen d'environ 5% avec des régions faisant une croissance à deux chiffres. C'est un territoire qui recèle de ressources naturelles abondantes (30% des réserves minières mondiales, bois, produits énergétiques et possède la 2<sup>e</sup> forêt et aussi la 2<sup>e</sup> biodiversité du monde) et qui attire de nombreux investissements étrangers, mais aussi des convoitises multiples. C'est aussi un continent ravagé par les guerres, l'insécurité, les inégalités et le chômage, surtout des jeunes et il est aussi le continent le plus vulnérable en matière de l'impact du réchauffement climatique et des problèmes de la sécurité alimentaire.

La récente visite historique du Souverain au Nigéria s'est soldée par la conclusion de plusieurs accords de coopération, notamment par le lancement du grand projet structurant de Gazoduc Africain-Atlantique qui aura des retombées importantes sur plus de 12 pays et à toute l'Afrique de l'Ouest en matière de ressources énergétiques à même d'insuffler un nouvel élan pour le développement économique et social de la région.

Ce projet, créateur de richesses, aura certainement un impact décisif pour l'intensification des coopérations bilatérales et multilatérales et sera le catalyseur pour la consolidation de l'intégration régionale et pour le renforçant du rôle de l'Afrique dans l'espace euro-Méditerranéen et à l'échelle internationale. Le Maroc a aussi œuvré pour aider les pays africains à améliorer leur sécurité alimentaire par l'installation d'unités de production de fertilisants, notamment en Ethiopie et au Nigeria. Il a aussi apporté son aide dans le domaine de l'aménagement des territoires par l'assistance technique, mais aussi par la construction de cimenteries.

Les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique se sont accrus de 11% en moyenne annuelle pour atteindre près de 40 milliards de dirhams en 2015. Les échanges avec l'Afrique Sub-Saharienne ont augmenté de 30% (environ 20.4 milliards de dirhams), alors que ceux avec l'Afrique du Nord ont connu une baisse de 11% pour s'établir à 19.7 milliards de dirhams en 2015. 85% des flux d'investissements directs (IDE) du Maroc vers l'Afrique sont destinés à l'Afrique Sub-Saharienne, laissant présager que le Maroc deviendra en quelques années le premier investisseur africain dans le continent.

Même si ces échanges restent en deçà des potentialités et des ambitions affichées par le Maroc et par ses partenaires africains, leur volume suit une tendance ascendante et le Souverain a appelé le secteur productif marocain et les milieux intellectuels à intensifier leurs efforts de coopération et de partenariat avec l'Afrique pour un modèle de co-développement et de prospérité partagée.

C'est dans ce cadre que l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques s'est impliquée, depuis son installation par le Souverain en 2006, dans les liens de partenariats avec quelques Académies membres du Réseau Africain des Académies des Sciences, le NASAC (Network of African Science Académies) dont elle a assuré la vice-présidence, pendant la période 2011-2012 et elle en assure actuellement la présidence depuis 2013, à travers son Chancelier.



Le NASAC regroupe actuellement 24 Académies africaines des sciences (Afrique du Sud, Algérie, Benin, Burkina, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoires, Ethiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Maroc, Maurice, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo, Uganda, Zambie, Zimbabwe).

Le NASAC a plusieurs activités scientifiques à l'échelle du continent, notamment l'appui à ses académies membres, l'aide à la création de nouvelles académies des sciences dans les pays qui n'ont pas encore d'académie, la diffusion de la culture scientifique et technique au niveau africain, la production de rapports d'experts sur des questions d'importance du développement de l'Afrique, le conseil auprès des décideurs, la promotion des échanges entre les académies membres et aussi avec les autres académies et réseaux d'académies à l'échelle internationale, la promotion de l'implication des femmes en science, l'organisation de colloques et de workshops de formation sur des questions de gestion des académies, de la formation des citoyens et spécialement les femmes en milieu rural sur des questions de santé, de gestion de l'eau et des énergies renouvelables, la formation en sciences d'éducation et autre activités reliées à la promotion des pratiques scientifiques et leurs liens avec le développement durable du continent.

Le NASAC a aussi des liens importants avec les organisations internationales comme l'IAP (Inter-Academy Panel), l'ONU, l'UNESCO, la BAD, la Banque Mondiale, le NEPÂD et l'UA.

Le NASAC a tenu à trois reprises, en 2012, en 2014 et en 2016, la réunion de son comité exécutif à l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques et plusieurs autres réunions ont été tenues au Maroc impliquant plusieurs Académies membres du NASAC, notamment en 2015 et en 2016 lors de la COP22.

L'Académie Hassan II des Sciences et Techniques a signé plusieurs accords de coopération, notamment avec :

- l'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (ANSAT) en 2011, dont le président fut admis en 2013 comme membre de notre Académie, en plus d'un autre économiste sénégalais qui fut admis à l'Académie en 2006. Plusieurs projets de collaboration sont en cours avec l'ANSAT, notamment dans le domaine de l'agriculture (Biotechnologies);
- le NASAC en 2015;
- l'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des Lettres du Benin (ANSLAB) en 2016. Elle a participé à la cérémonie d'installation de ANSLAB par le chef de l'État du Bénin (seules l'Académie Française des Sciences, le GID: Groupement Inter-académique pour le Développement, l'ANSAT et l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques ont été invités à prendre la parole à cette cérémonie).

Elle a aussi monté, en 2013, un projet de formation des formateurs à la rédaction scientifique en collaboration avec l'IAMP (Inter-Academy Medical Panel), l'Académie Française de Médecine, l'ANSAT et des institutions d'enseignement supérieur du Gabon.

Pour accompagner la politique Royale et pour plus d'ouverture et de coopération avec les pays de l'Afrique Sub-saharienne, l'Académie articule sa stratégie autour de 10 axes majeurs :

1. renforcer et étendre les liens de partenariat scientifiques et techniques avec les Académies Sœurs et aussi avec les autres institutions scientifiques du continent, notamment avec les pays anglophones et lusophones;
2. monter des projets communs de recherche et développement sur des thématiques d'intérêt mutuel, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la santé, des ressources minières et halieutiques, de l'eau, du réchauffement climatique et du développement durable;
3. co-organiser avec quelques Académies africaines des formations, notamment dans le domaine de la rédaction scientifique et de l'enseignement des sciences;
4. co-organiser avec quelques académies africaines des colloques et workshops sur des thématiques d'intérêt mutuel, notamment celles reliées au développement durable du continent;
5. instaurer un prix Africain en Sciences et Techniques;
6. promouvoir avec les autres Académies Africaines des Sciences la culture et l'esprit scientifique;
7. travailler à la promotion de la mobilité des étudiants et des chercheurs entre les centres de recherche marocains et africains;
8. travailler à l'établissement de centres de recherches pana-africains dans des domaines clés pour le développement du continent, notamment en agriculture et aussi dans le domaine des stratégies d'atténuation et d'adaptation aux effets du réchauffement climatique;
9. accompagner la politique nationale en Afrique par l'expertise scientifique et technique;
10. promouvoir l'inclusion des talents scientifiques africains au sein des structures de recherche du Maroc.

## **Note on the strategy of the Hassan II Academy of Science and Technology in scientific cooperation and partnership with sub-Saharan Africa**

Due to its multiple identity, its multidimensional history and its particular geographical situation, Morocco is at the crossroads of Europe, Africa and the Middle East. It enjoys a highly strategic position as a link between the North, the East and the South which predisposes it to play a pivotal role for Afro-Euro-Mediterranean regional integration and also for cooperation and South-South partnership.

The constancy of Morocco's relations with the Sub-Saharan African countries has its roots in the secular ties and the privileged history of the Shereefian Kingdom with its southern neighbors, with which it has established, over the centuries, economic, political, cultural and worship relations and even human and families relationships.

The Alawite Dynasty has always had a sustained and proactive African policy. In recent history, His Majesty King Mohammed V was at the forefront of the African liberation movement and one of the precursors of the Maghreb Union and also of the African Union. The Late His Majesty King Hassan II consolidated this African vision, and despite the withdrawal of the country from the African Union in 1984 (although it was at the origin of its creation), Morocco has continued to develop privileged relations with several African countries and has played an important stabilizing and balancing role during and after the cold war.

King Mohammed VI, may God guard Him, has intensified these relations through numerous royal visits to Africa, which led to the conclusion, between 1999 and 2016, of a thousand agreements, conventions and partnership protocols with nearly 40 countries. The proactive and visionary policy of the Sovereign allowed Morocco to reintegrate the African Union in January 2017 with the support of a large majority of its members.

Morocco has considered Africa as a fundamental priority of its foreign policy, before many others, especially through bilateral relations with many countries of the continent, by pursuing a voluntarist, solidarity and human policy in sub-Saharan Africa. In 2000, it canceled the debts of the least developed African countries and opened its borders to their export products, with exemption from customs duties. It has also provided them with technical assistance, particularly in agriculture, in the areas of handicrafts, tourism, electrification, dam construction and road and rail networks, territorial administration, Telecommunications and also in irrigation, sanitation and drinking water management and management training, with tangible and measurable results.

It also allocates approximately \$ 300 million annually to African countries in the framework of official development assistance<sup>1</sup>, and has taken the lead in several African issues: It played a leading role in the joint Africa-EU strategy and is always working to defend the African cause through its active and distinguished participation in the maintenance of peace in Africa and also by advocating in the international meetings and summits for the economic, human and social development of the countries of the region Sub-Saharan Africa. This advocacy for Africa was also prominent at the COP22 held in Marrakech in November 2016.

This leadership enabled him to be elected to represent Africa on the Security Council during the period 2011-2013 and also hosted the Secretariat of the Conference of African States bordering the Atlantic ocean<sup>2</sup>.

Morocco is also the second destination of the continent for African students with more than 16,000 students in the various universities and training centers of the country. It grants more than 6,500 scholarships to students from Sub-Saharan countries and recently adopted, following the Royal instructions, a pioneering and salutary migration policy in the region by regularizing the administrative situation of 25,000 Sub-Saharan immigrants in 2014 and the situation of 25,000 others is being regularized.

Morocco is also participating actively in addressing the terrorist threat in the Sahelo-Saharan zone, which is plagued by activists and criminal gangs. In addition to direct action, Morocco advocates a comprehensive and coherent approach, including an upstream intervention through education in the religious field. Indeed, due to the Commandery of the Believers by the Sovereign, Morocco is known for its practice of a moderate Islam that advocates the values of tolerance, dialogue, inclusion and fraternity. He trained many moderate imams from several countries from sub-Saharan zone and North Africa. Following the High Royal instructions, Morocco created the Mohammed VI Training Institute of Imams in 2015 and also the Mohammed VI Foundation of African Oulémas.

This proactive action is a tangible illustration of the words of His Majesty the King in His speech of 24 February 2014 at the Forum Maroc-Ivoirien : *«Preserving peace, stability and security in the region is dependent on the protection of cultural identity and religious integrity which have enabled the populations concerned to live in harmony for centuries. Drawing on its ancestral cultural ties with the Sahel countries, the status of the Commandery of believers and the successful experience of reforming its religious field, Morocco is committed to protecting and promoting Sunnite Islam, moderate, tolerant and open, historically prevalent in the region».*

---

<sup>1,2</sup>- Regards No 3, 2013, Grant Thornton, Maroc.



According to the World Bank and the OCDE, Africa has surpassed one billion people in 2010 and is projected to exceed 2.4 billion in 2050 (about 1/4 of the world's population) and 4.2 billion foreseen in 2100 with a young population with a median age of about 20 years in 2016 and which will be according to the projections of 26 years in 2050 compared to 36 for the rest of the world.

According to the same sources, the rate of urbanization in Africa was about 40% in 2012 and would reach about 60% in 2050, a city population exceeding one billion inhabitants.

Africa also has a surface that can contain the surfaces of the United States, the 28 countries of the EU, China, India and Japan combined. This would mean that with the rapid increase in population, this huge space will have important needs in all areas: basic infrastructure (electricity and drinking water production, motorways, airports, railway and port facilities ), consumer products (food, appliances, stationery, plastics, building and clothing products, etc.), services (banking, insurance, etc.) (Mining, fertilizers, public and private management, dams, security, agriculture, etc.).

The continent has an average growth rate of about 5% with some regions growing with double-digit rate. It is a territory with abundant natural resources (30% of the world's mineral reserves, wood, energy products and possesses the 2<sup>nd</sup> forest and also the 2<sup>nd</sup> biodiversity of the world) and which attracts numerous foreign investments, but also multiple lusts. It is also a continent ravaged by wars, insecurity, inequality and unemployment, especially young people, and it is also the most vulnerable continent in terms of the impact of global warming and food security problems.

On the economic front, Morocco is the second largest African investor in the continent and the first in West Africa. The economic presence of Morocco in Africa is based on rich and diversified cooperation and is illustrated by the presence of both the public and private sectors in numerous fields, as varied as agriculture and agri-food, fisheries, civil aviation, mining, banking and insurance, telecommunications, land use planning, tourism, crafts, social housing, health, and civil engineering. This presence has been reinforced by the progressive involvement of strategic sectors such as food safety (fertilizers and fertilizers plants), energy, aeronautics, automotive, electronics, pharmaceuticals, electrical cables and machinery and other high-tech equipment and tools.

The recent historic visit of the Sovereign to Nigeria crowned by the conclusion of several cooperation agreements, including the launching of the major African-Atlantic gas pipeline project which will have a significant impact on more than 12 countries and all of the west Africa in terms of energy resources and also to provide a new impetus for the economic and



social development of the region. This wealth-creating project will certainly have a decisive impact on the intensification of bilateral and multilateral cooperation and will be the catalyst for consolidating regional integration and strengthening its role in the Euro-Mediterranean area and in the world. Morocco has also worked to help African countries to improve their food security by installing fertilizers production units, notably in Ethiopia and Nigeria. It also assisted in the development of territories through technical assistance, but also by the construction of cement plants.

NASAC currently includes 24 African Science Academies (Algeria, Benin, Burkina Faso, Botswana, Cameroon, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopia, Ghana, Kenya, Madagascar, Mozambique, Nigeria, Tanzania, Togo, Uganda, Zambia, Zimbabwe).

NASAC has a number of scientific activities across the continent, including support to its member academies, support for the creation of new science academies in countries that do not yet have an academy, dissemination of scientific and technical culture at the African level, the production of expert reports on main issues of African development, advices to decision-makers, the promotion of exchanges between academies and also with other academies and networks of international academies, the promotion of women's involvement in science, the organization of symposia and training workshops on issues of management of academies, training of citizens and especially women in rural areas on health, water and renewable energy issues, training in educational sciences and other activities related to the promotion of scientific practices and their links with the sustainable development of the continent.

NASAC also has important links with international organizations such as the IAP (Inter-Academy Partnership), UN, UNESCO, BAD, World Bank, NEPAD and the AU.

Trade between Morocco and Africa increased by 11% on an annual average to achieve nearly 40 billion dirhams in 2015. Trade with sub-Saharan Africa increased by 30% (about 20.4 billion dirhams), while those with North Africa decreased by 11% to 19.7 billion dirhams in 2015. 85% of Direct Investment Flows (DIF) from Morocco to Africa are destined to Sub-Saharan Africa, suggesting that Morocco will in a few years become the first African investor in the continent. Even if these exchanges remain below the potential and ambitions displayed by Morocco and its African partners, their volume follows an upward trend and the Sovereign has called on the Moroccan productive sector and the intellectuals to intensify their efforts of cooperation and partnership with Africa for a model of co-development and shared prosperity.

It is in this context that the Hassan II Academy of Science and Technology has been involved, since its installation by the Sovereign in 2006, in setting up links of partnerships with some Academies, which are members of the African Network of Academies of Sciences, NASAC (Network of African Science Academies). The Hassan II Academy of Science and Technology vice chaired the NASAC during the 2011-2012 period, and currently this network is chaired by the Chancellor of the Hassan II Academy since 2013.

NASAC held three meetings in 2012, 2014 and 2016, the meeting of its Executive Committee at the Hassan II Academy of Science and Technology, and several other meetings were held in Morocco involving several NASAC Academies, principally in 2015 and 2016 during the COP22.

The Hassan II Academy also signed a cooperation agreement with the National Academy of Sciences and Techniques of Senegal (ANSAT) in 2011, whose president was admitted in 2013 as a member of our Academy, in addition to another Senegalese economist who was admitted to the Hassan II Academy in 2006. Several collaborative projects are ongoing with ANSAT, particularly in the field of agriculture (biotechnologies).

The Hassan II Academy of Sciences and Technology has also signed a cooperation agreement with NASAC in 2015 and also with the National Academy of Sciences, Arts and Letters of Benin (ANSLAB) in 2016.

The Academy participated also in the ANSLAB installation ceremony by the Head of State of Benin (only the French Academy of Sciences, GID: Inter-Academic Group for Development, ANSAT and the Academy Hassan II of Science and Technology were invited to speak at this ceremony).

The Hassan II Academy of Sciences and Technology has also set up in 2013 and 2014 a training program for trainers in scientific writing in collaboration with the Inter-Academy Medical Panel (IAMP), the French Academy of Medicine, ANSAT and institutions of higher education in Gabon.

To accompany the Royal policy for more openness and cooperation with the countries of Sub-Saharan Africa, the Academy articulates its strategy around 10 major axes:

1. strengthen and extend the scientific and technical partnership with the sister Academies and also with the other scientific institutions of the continent, in particular with the English and Portuguese-speaking countries;

2. set up joint research and development projects on themes of mutual interest, in particular in the fields of agriculture, health, mining and fisheries resources, water, global warming and sustainable development;
3. co-organize, with some African Academies, training courses, particularly in the field of scientific writing and science teaching;
4. co-organize, with some African academies, symposia and workshops on topics of mutual interest, in particular those related to the sustainable development of the continent;
5. Establish an African Science and Technology Prize;
6. promote, with the other African Academies of Sciences, culture and the scientific spirit;
7. work to promote the mobility of students and researchers between Moroccan and African research centers;
8. work towards the establishment of pan-African research centers in key areas for the development of the continent, in particular in agriculture and also in the areas of mitigation and adaptation to the effects of global warming;
9. support national policy in Africa through scientific and technical expertise;
10. promote the inclusion of African scientific talent within Morocco's research structures.



Réalisation : **AGRI-BYS S.A.R.L.**

Achevé d'imprimer : Février 2017  
Imprimerie Lawne : 11, rue Dakar, Océan, 10040-Rabat, Maroc





